

## **Un rêve de Bolivar va voir le jour.**

par Julio Hernandez<sup>1</sup>

La Havane (PL) La Communauté des Etats Latino-Américains et Caribéens (CELAC), un rêve du Libérateur Simon Bolivar, sera fondée à Caracas lors d'un sommet constitutif les 2 et 3 décembre prochains.

A ce rendez-vous doivent accourir 33 ches d'Etat ou de Gouvernement de la région, qui ont confirmé leur présence dans la capitale du Venezuela pour la cérémonie, selon ce qu'a annoncé le président Chavez.

Les premiers à annoncer leur participation ont été les présidentes du Brésil, Dilma Roussef et d'Argentine, Cristina Fernandez, en plus des mandataires du Nicaragua, de l'Equateur, de la Bolivie, de l'Uruguay, du Paraguay, du Guatemala et d'autres.

Ce sera le point culminant d'un processus d'unité et d'intégration qui eut son point de départ en 1924 avec la convocation de Bolivar au Congrès de Panama pour créer une fédération des républiques récemment devenues indépendantes.

L'idée fut élaborée à l'origine par l'insigne patriote vénézuélien Francisco de Miranda (1750-1816) qui proposait la création d'une nation unique que l'on appellerait « Grande Colombie ».

Bolivar concrétisa ce désir dans la Lettre de Jamaïque écrite en 1815 et qualifia d'idée grandiose l'intention de fonder en Amérique Latine « une seule nation avec un seul lien liant ses parties entre elles et avec le tout ».

La CELAC sera, en un certain sens, l'héritière de cette proposition puisqu'elle regroupera les pays du continent en une entité propre sans les Etats-Unis et le Canada, à la différence de ce qui se produit dans l'Organisation des Etats Américains (OEA).

Aux pays latino-américains de langue espagnole et au Brésil, se joindront le mois prochain, les états de la Mer des Catraïbes qui ont obtenu l'indépendance il y a peu de décennies et partagent avec leurs voisins du continent, les mêmes projets et les mêmes intérêts.

Bien qu'il s'agisse en ce moment de fonder une nation, la Communauté qui verra le jour est un pas de plus dans le processus d'intégration qui s'est accéléré ces dernières années, avec un désir d'indépendance marqué.

Les gouvernements de la région se sont mis d'accord sur la création de cette entité au Sommet de Playa del Carmen, Mexique, le 23 février 2010, en continuation du Groupe de Rio et du Sommet de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Un autre précédant fut la création du Marché Commun du Sud (MERCOSUR) par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, le 26 mars 1991 auquel se sont associées d'autres nations.

---

<sup>1</sup> Journaliste de la Rédaction des Services Spéciaux de Prensa Latina.

Ainsi, le 14 décembre 2004, naquit l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) formée par la Bolivie, Cuba, l'Equateur, le Nicaragua, la Dominique, Saint-Vincent et les Grenadines, Antigua et Barbuda et le Venezuela avec un programme d'intégration d'un type nouveau.

Un autre pas dans la même direction fut donné par 12 pays qui formèrent l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR) en signant à Brasilia le traité constitutif le 23 mai 2008.

Ce nouveau forum est considéré comme une pice clef dans l'architecture de l'intégration régionale.

Avec ses 550 000 000 d'habitants et un Produit Intérieur Brut (PIB) global d'environ 6 000 milliards de dollars, les membres de la CELAC auront un poids important dans le concert des nations.

Mais pour y réussir, la solidité économique ne suffira pas, mais nous aurons besoin d'envisager les problèmes latino-américains et caribéens d'une façon propre, non soumise aux pressions étrangères.

Le président équatorien Rafaël Corréa a dit récemment qu'il proposerait à Caracas des transformations du système inter-américain, en référence aux Etats-Unis et à l'OEA.

Le président a souligné qu'il était tout à fait incroyable de devoir aller à Washington pour discuter de sujets latino-américains alors que les Etats-Unis ne reconnaissent pas la Convention Inter-américaine des Droits de l'Homme.

Les aspirations de l'Equateur sont de développer la CELAC comme un forum pour la résolution des conflits régionaux qui remplacerait l'OEA à cause de son clair penchant en faveur des pays hégémoniques.

De son côté, le chancelier uruguayen Luis Almagro a déclaré à Prensa Latina que la CELAC permettrait de construire l'union à partir de la concertation des politiques dans tous les domaines d'action.

L'Uruguay espère que cette entité sera un pas fondamental dans la construction d'un espace d'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes, a-t-il dit.

Hugo Chavez a indiqué aussi que ce sommet va être historique car les gouvernants « débattront à Caracas sans les Etats-Unis, le Canada ou l'Union Européenne sur le présent et le futur de ce grand continent de l'utopie et de l'espérance. »

(traduction Gaston Lopez)